



amis, pour lesquels ils devraient plutôt se montrer généreux. Ainsi les uns et les autres, en voulant réaliser des gains d'origine inavouable, sont poussés par un sordide amour du profit. Et dès lors toutes ces différentes façons de prendre sont de la parcimonie. C'est donc à bon droit que la parcimonie est appelée le contraire de la libéralité car, en même temps qu'elle constitue un plus grand mal que la prodigalité, on est sujet à commettre plus d'erreurs en ce sens-là que dans le sens de la prodigalité telle que nous l'avons décrite.

Extrait de «L'Éthique à Nicomaque; livre IV: les vertus dans le domaine de l'argent».

UNION EUROPEENNE

Les États ont mieux à faire que de re-réglementer le secteur postal!

L'ouverture du secteur postal est attendue à la fin de l'année dans l'UE. Cependant, les interventions des États-membres risquent de tuer la concurrence dans l'œuf.

VALENTIN PETKANTCHIN
Institut économique Molinari



Face à la crise déclenchée par l'ampleur de leurs déficits et de leur dette, les États-membres de l'Union européenne (UE), pris par la panique, tentent de rassurer maintenant les milieux financiers. Au lieu d'engouffrer des sommes colossales – il est question aujourd'hui d'un fonds de 750 milliards d'euros – n'est-ce pas le moment idéal pour lâcher du lest, notamment là où la dépense publique s'avère contreproductive? L'exemple du marché postal l'illustre parfaitement.

Réforme européenne oblige, ce secteur est censé devenir concurrentiel à la fin de l'année dans la plupart des pays membres. Sur le papier, il ne devra plus être interdit de concurrencer les monopoles publics comme La Poste. Or, au lieu de laisser la concurrence s'exercer librement, que font les États-membres? Ils imposent d'abord des contrôles des prix – pourtant incompatible avec un régime réellement concurrentiel. Cela inclut le tarif unique sur l'ensemble du territoire alors que les coûts économiques d'acheminement diffèrent, pénalisant la concurrence et causant des gaspillages. Des prix administrés, fixés à des niveaux trop faibles rendent les services postaux non rentables dans certaines régions éloignées et empêchent par conséquent les concurrents privés de les fournir. Leurs véritables coûts sont cachés pour les utilisateurs et les anciens monopoles postaux continueront à les fournir même s'ils ne représentent pas d'intérêt économique.

Endépit de leurs déficits et de leur endettement, certains pays membres consacrent aussi des milliards sous forme d'injections de capital, d'aides financières, etc. dont bénéficient les opérateurs nationaux postaux. Un tel soutien crée inévitablement des distorsions supplémentaires vis-à-vis des opérateurs privés et asphyxie davantage la concurrence. Par exemple, avec la loi de 2010 l'État français compte injecter pas moins de 2,7 milliards d'euros dans La Poste, rendue par ailleurs «imprivatisable». A quoi bon?



KEYSTONE

LA POSTE. Que dire des multiples efforts de re-réglementation qui pullulent dans l'UE, empêchant là encore la concurrence de jouer correctement son rôle et causant de nouvelles inefficacités?

Car une telle dépense de fonds publics se justifie d'autant moins que les services de courrier traditionnel sont de moins en moins utilisés par les Français. Leur volume devrait ainsi baisser – d'après les projections de La Poste elle-même – de 30% d'ici 2015.

De même, s'ils pensent que l'État dépense autant pour protéger Pierre, Paul et Jacques, ils se laissent tromper par les hommes politiques. Selon Eurostat, seulement 0,1% des dépenses de consommation dans l'Union européenne – soit environ 10 centimes sur 100 euros dépensés – sont consacrées aux services postaux. Par ménage, cela représente moins de 25 euros en moyenne dans l'UE et moins de 30 euros dans des pays comme la France.

N'a-t-on pas mieux à faire à l'heure des emails et de l'ère Internet que de gaspiller des fonds publics pour assurer un service d'une si faible valeur aux yeux de la population? N'oublions pas qu'il s'agit de ressources économiques – des véhicules de La Poste qui parcourent nos campagnes et nos montagnes, qui s'usent, consomment du carburant, etc. – qui sont ainsi gaspillées au lieu d'être utilisées ailleurs dans l'économie.

Mais ce n'est pas tout. Car que dire des multiples efforts de re-réglementation qui pullulent dans l'UE, empêchant là encore la concurrence de jouer correctement son rôle et causant de nouvelles inefficacités? Les exemples à cet égard ne manquent pas non plus.

L'entrée de nouveaux concurrents est ainsi soumise à des exigences difficiles à satisfaire, voire à des taxes pouvant aller jusqu'à 20% du chiffre d'affaire en cas de couverture partielle du territoire par les nouveaux concurrents, comme en Finlande. L'Estonie et la Belgique prennent la même voie.

Parfois – comme en Italie ou en France – ces concurrents sont soumis à des contributions obligatoires, finançant l'opérateur public, qui est pourtant leur principal rival. Et ce, même s'ils n'utilisent pas son réseau postal!

L'Allemagne – où le secteur est déjà ouvert à la concurrence – a imposé quant à elle un salaire minimum correspondant à un renchérissement de plus de 23% des coûts de main d'œuvre des nouveaux concurrents et un envol de leurs coûts totaux de 12%. Le nombre de leurs employés s'est alors effondré de près de 40% et l'un des principaux concurrents n'a pas eu besoin de la crise pour se retrouver acculé à la faillite!





Enfin, les ex-monopoles bénéficient parfois d'exemptions de TVA dont leurs concurrents sont privés. Une distorsion de concurrence de plus qui sévit notamment au Royaume-Uni. L'ouverture du secteur postal est attendue à la fin de l'année dans l'UE. Cependant, les interventions des États-membres risquent de tuer la concurrence dans l'œuf. En cette période de crise, n'est-ce pas une excellente voie à prendre que de laisser ce secteur se restructurer et soulager ainsi les finances publiques !

Mettre un terme à la Guerre de Troie pourrait aider la Grèce

La Grèce pourrait aisément réduire ses dépenses militaires d'au moins trois points de PIB. Il suffirait qu'une initiative multilatérale de paix soit lancée entre la Grèce, la Turquie et Chypre. Avec l'aide des Américains et des Européens.

JACQUES DELPLA

Expert permanent de l'European Ideas Network



Depuis plus de 3000 ans, les Grecs sont, d'une manière ou d'une autre, perpétuellement en guerre avec les peuples successifs vivant en Anatolie. Cela a commencé avec la Guerre de Troie au cours des XIII^e et XII^e siècles av. J.-C. En 1974, l'invasion de Chypre par l'armée grecque dans un premier temps, puis par l'armée turque qui occupe encore aujourd'hui un tiers de l'île, a aggravé encore davantage la situation. Avec une telle histoire, il n'est pas surprenant que la Grèce consacre une grande partie de son budget à la défense. Les dépenses militaires de la Grèce représentent 4,3% de son PIB (bien qu'elles aient été réduites au cours des 20 dernières années), celles de la Turquie 5,3%, et celles de Chypre 3,8% de son PIB (source: www.cia.gov), ce qui est très élevé comparé au reste de l'Europe. En règle générale, les petits pays de l'UE dépensent entre 1% et 1,5% de leur PIB en dépenses militaires;

pour l'Allemagne, le taux est de 1,5%. Les deux «grandes» puissances militaires européennes dépensent moins que la Grèce: la France 2,6% de son PIB; le Royaume-Uni 2,4% de son PIB. Dès lors, la seule raison pour la Grèce d'avoir un tel budget militaire est la Turquie. La Grèce est également le seul pays de l'UE dans lequel la taille et la répartition du budget militaire sont classés secrets d'État, ce qui laisse entendre que ces données pourraient même se situer en deçà de la réalité.

Pour mémoire, quand la Grèce a menti pour la première fois (à la fin des années 1990) sur son déficit budgétaire afin d'entrer

dans la zone euro, c'était principalement parce qu'elle avait caché d'importantes dépenses militaires à travers les stratagèmes comptables de Maastricht. Au lieu d'acheter des avions militaires coûteux, le gouvernement socialiste les avait loués à long terme, et ensuite classés hors bilan. Quand Eurostat a découvert le stratagème en 2004, les déficits ont été considérablement ré-estimés. 6,4% du PIB en 1997, 4,1% en 1998, 3,4% en 1999 et 4,1% en 2000 (au lieu des 1,7% donc), de sorte que, avec les véritables chiffres, la Grèce n'aurait jamais été admise dans la zone euro. J'en serais pas surpris que les nouveaux mensonges sur les données budgétaires, révélés en novembre 2009 par le nouveau gouvernement socialiste grec, soient encore une fois liés aux dépenses militaires, en particulier du fait que le coupable, cette fois le gouvernement conservateur sortant, craignait d'être contesté par les nationalistes de droite lors des élections législatives (comme ce fut le cas). (...)

Si le nouveau gouvernement socialiste veut réduire le déficit budgétaire sur une base durable, il devra réduire considérablement ses dépenses militaires. Ramener le budget défense de 4,3% du PIB à 1% en quelques années permettrait d'économiser à long terme 3,3% du PIB, c'est-à-dire un tiers du déficit budgétaire grec. Au niveau national, cela représenterait une initiative positive de partage des responsabilités: l'ajustement budgétaire grec, s'il est mené à bien, doit être considéré comme équitable, c'est-à-dire qu'il procède à la fois à des coupes dans les dépenses sociales privilégiées par la gauche et les syndicats et à des coupes dans les dépenses militaires – chères à la droite et aux nationalistes.

À l'étranger, cela impliquerait une paix crédible et durable avec la Turquie, en mer Égée et à Chypre. Si la France et l'Allemagne ont réussi à passer du statut de pires ennemis à celui d'alliés privilégiés, il n'y a pas de raison que la Grèce et la Turquie s'enlisent à jamais dans des relations conflictuelles. Dans l'idéal, la Turquie entrerait dans l'UE et le problème serait résolu pour les deux parties. Cependant, il y a peu de chance que cela se produise. Tout d'abord, la Turquie ne va vraisemblablement pas entrer dans l'UE dans un futur proche (pour la simple raison que la France devrait se prononcer par référendum sur cette adhésion, et que le résultat serait probablement négatif). Ensuite, même si la Turquie adhérerait à l'UE, cela ne se concrétiserait pas avant 10 ans, voire plus – autant dire trop tard pour régler les malheurs budgétaires actuels de la Grèce. Enfin, Chypre n'acceptera la Turquie au sein de l'UE que si la crise chypriote a été résolue au préalable.

L'UE a fort intérêt à favoriser la paix dans cette région. En premier lieu, car la paix est le moteur initial de la construction européenne, et parvenir à une paix durable à Chypre démontrerait que l'UE reste fidèle à ses origines. En deuxième lieu, le fait d'ancrer la Turquie en Europe, d'une manière ou d'une autre, est essentiel pour l'UE. Enfin, en troisième lieu, il est primordial pour la santé budgétaire grecque de réduire les dépenses militaires... ainsi que pour l'avenir de la zone euro (et éviter ainsi l'effet domino). (...)

Les États-Unis (et l'OTAN) avec l'UE prendraient des mesures de confiance et accorderaient des garanties mutuelles de sécurité à la Grèce et à la Turquie; les mesures de désarmement se-

Pour la santé budgétaire de la Grèce, il est largement préférable pour les grands pays de l'UE de payer pour une paix durable, plutôt que de renflouer les caisses du gouvernement.



AFP

DÉFENSE. Les deux «grandes» puissances militaires européennes dépensent moins que la Grèce: la France 2,6% de son PIB; le Royaume-Uni 2,4%.

